Union syndicale Solidaires

Snabf Solidaires/ Alter / Snj / Snuccrf / Snupfen / Snui / Supper / Sui / Spasmet / Sud Rural / Sud Ptt / Sud Trésor / Sud Culture / Sud Energie / Solidaires industrie / Solidaires douanes / Solidaires justice / F.A. Environnement / Sud Mineft / Sud Banques / Sud Anpe / Sud Nérion / Sud Michelin / Sud Trésor / Sud Insee / Sud Cde

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org
www.solidaires.org

Dimanche 19 octobre : manifestation nationale à Paris !

La Poste, l'Education Nationale, la Santé, l'ensemble de la Fonction Publique, … le gouvernement ne veut épargner aucun service public. La remise en cause des droits sociaux est un de leurs objectifs, pour tirer tous les salarié-e-s vers le bas, vers plus de précarité, alors que les richesses produites collectivement pourraient aisément permettre, au contraire, d'améliorer la situation de la majorité de la population. **La notion même de « service public » est leur hantise : il ne faut ni « service », ni « public », mais seulement des « produits » « commerciaux ».**

C'est pour cela que le gouvernement veut privatiser La Poste, fermer les hôpitaux « non rentables » (!), casser la SNCF,dynamiter l'ensemble de la Fonction publique etc. poursuivant l'œuvre destructrice de ses prédécesseurs.
L'Education est aussi visée, une riposte commune s'y dessine, à travers la manifestation nationale du dimanche 19 octobre.

- **Le 7 octobre, les confédérations n'ont pas voulu d'un appel à la grève** unitaire interprofessionnel proposé notamment par Solidaires,
- **le 16 octobre les retraité-e-s manifestent** pour leurs pensions,
- dans tout le pays **des collectifs s'organisent pour défendre La Poste, les hôpitaux, le droit à la santé**,
- le dernier trimestre est celui des **Négociations Annuelles Obligatoires dans nombre d'entreprises privées**,

Face aux attaques des patrons et du gouvernement, c'est tous ensemble qu'il faut agir : c'est pourquoi, nous manifestons le 19 octobre pour défendre le droit à l'éducation, pour nos services publics, et pour construire un mouvement interprofessionnel d'ampleur dans les semaines suivantes !

L'éducation est notre avenir : il ne doit pas se décider sans nous ! Manifestation nationale, dimanche 19 octobre à Paris.

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre Ecole ?

Cette Ecole publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue. Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons- nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen d'économiser. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » ! Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions. Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous. Aussi, nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Education. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas ! Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre Ecole publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix.
Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'éducation dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'éducation dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre a posteriori qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales ! Alors, mobilisons-nous ensemble, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre ! Rassemblons-nous tous dans une grande manifestation nationale le dimanche 19 octobre à Paris.

Les organisations à l'initiative de cet appel :
AFL - Cé - CEMEA - CRAP-Cahiers pédagogiques - FAEN - FCPE - FEP-CFDT - FERCCGT- FGPEP - FIDL - Les FRANCAS - FSU - GFEN - ICEM-pédagogie Freinet - JPA – La Ligue de l'Enseignement - SGEN-CFDT - SUD Education - UNEF - UNL – UNSA Education
Les organisations qui soutiennent cet appel :
AEAT - AFPEN - AGEEM - ANATEEP - APSES - APKHKSES - ATTAC France - CFDT - CGT - CNAL - EEDF - FNAME - FNAREN - FNDDEN - LDH - MRAP - PRISME – UDPPCUNSA – Union syndicale Solidaires